

GRÈCE

Après six années de profonde récession, la croissance devrait être positive en 2014 et gagner encore en ampleur en 2015/16. La reprise sera tirée par la vigueur des exportations et par un raffermissement de l'investissement, à la faveur d'une amélioration de la compétitivité. Le taux de chômage devrait progressivement diminuer, mais restera néanmoins proche de 24 % en 2016. Compte tenu de l'importance des capacités excédentaires, les prix et les salaires poursuivront leur baisse, mais à un rythme plus lent.

La prudence budgétaire est de mise au vu de l'ampleur de la dette, mais il conviendrait de laisser jouer les stabilisateurs automatiques autour de la trajectoire d'assainissement. Un nouvel allègement de la dette pourrait s'avérer nécessaire. La capacité du pays à restructurer rapidement les bilans des banques et à maintenir la dynamique de ses réformes structurelles sera la clé d'une croissance soutenue.

Le long épisode de récession touche à sa fin

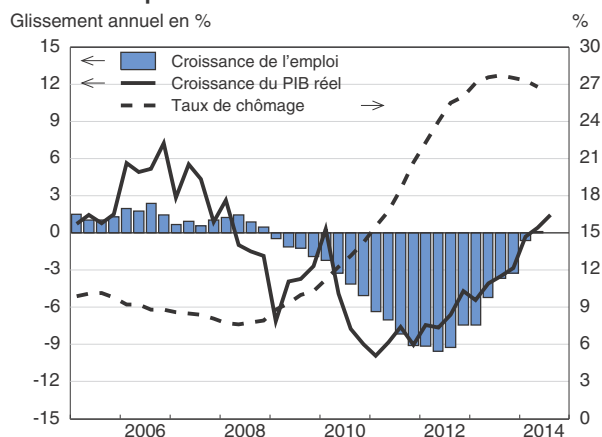
L'activité économique s'est renforcée en 2014 grâce au dynamisme du tourisme, au rétablissement de la confiance et à la stabilisation de la demande intérieure. À 26 % environ, le taux de chômage, en baisse par rapport à son niveau record récent, demeure élevé. L'indice des prix à la consommation reste négatif, en raison d'importantes capacités excédentaires, de réformes des marchés de produits visant à réduire les rentes de situation et de baisses de la fiscalité indirecte. Les coûts unitaires de main d'œuvre continuent de diminuer, ajoutant aux gains de compétitivité.

L'ampleur de la dette publique représente un enjeu majeur

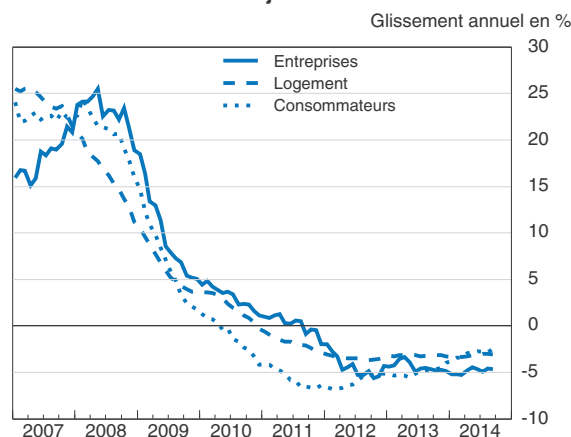
Le solde primaire sous-jacent devrait s'améliorer de 0.3 % du PIB entre 2015 et 2016, le solde des administrations publiques affichant un léger excédent (sur la base des comptes nationaux) en 2016. En 2014, la dette publique dépassera 175 % du PIB. Le retour à des niveaux d'endettement prudents non seulement exigera plusieurs années de forte

Grèce

La profonde récession a touché le fond



Le crédit est toujours en baisse



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96 ; et Banque de Grèce.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933172425>

Grèce : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	208.0	-6.6	-4.0	0.8	2.3	3.3
Consommation privée	145.1	-7.9	-2.1	0.3	0.7	1.9
Consommation publique	44.2	-5.1	-6.7	-1.5	-1.4	-1.1
Formation brute de capital fixe	32.2	-28.5	-9.4	-3.5	6.8	7.7
Demande intérieure finale	221.5	-10.3	-3.8	-0.4	0.9	2.0
Variation des stocks ^{1,2}	1.0	0.8	-1.1	0.5	0.1	0.0
Demande intérieure totale	222.4	-9.4	-4.0	0.1	1.0	2.0
Exportations de biens et services	53.2	1.0	1.5	8.8	6.4	7.9
Importations de biens et services	67.7	-9.5	-3.0	5.5	2.4	4.0
Exportations nettes ¹	- 14.5	3.3	1.4	0.8	1.3	1.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.0	-2.3	-2.2	-0.8	-0.5
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	1.0	-0.9	-1.0	-0.7	-0.3
Déflateur de la consommation privée	—	0.8	-1.6	-1.9	-0.6	-0.3
Taux de chômage	—	24.4	27.5	26.4	25.2	24.1
Solde des administrations publiques ^{3,4}	—	-8.6	-12.2	-1.0	-0.5	0.2
Dette brute des administrations publiques ⁵	—	166.0	181.5	182.3	179.9	176.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³	—	156.8	175.1	176.1	174.3	171.4
Balance des opérations courantes ⁶	—	-2.4	0.8	1.2	1.0	1.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris l'erreur statistique.


3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.

4. Les données pour les années 2012 et 2013 comprennent l'impact total du soutien du gouvernement aux institutions financières. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce.

5. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

6. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173200>

croissance et de situation budgétaire assainie, mais pourra impliquer également un nouvel allègement de la dette, par exemple en reportant les échéances de remboursement et en abaissant les taux d'intérêt appliqués à la dette exigible.

**Les réformes structurelles
devraient continuer à
promouvoir une croissance
inclusive**

La croissance dépendra de la capacité à maintenir la dynamique des réformes structurelles, en particulier dans les domaines de l'administration publique et des marchés de produits, et à assurer un meilleur accès au crédit. Il convient de saluer les mesures récentes visant à atténuer les graves conséquences sociales de la crise, comme l'introduction d'un revenu minimum garanti. La répartition équitable du coût de l'ajustement entre les différents groupes socio-économiques doit rester un objectif prioritaire pour assurer la viabilité de l'assainissement budgétaire.

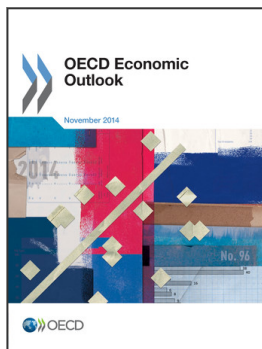
**La croissance va s'affermir
progressivement**

La reprise devrait se consolider au cours de la période considérée : le rythme de l'assainissement budgétaire sera plus modéré tandis que l'investissement et les exportations connaîtront une embellie grâce aux

gains de compétitivité et à l'expansion des marchés mondiaux. Les conditions de crédit s'améliorent, à la faveur de la recapitalisation des banques et de la restructuration de leur bilan, et stimuleront la demande intérieure. Les crédits des Fonds structurels de l'Union européenne constitueront un autre facteur de relance de l'économie. Compte tenu de l'importance des capacités excédentaires, la baisse des prix et des salaires devrait se poursuivre, mais à un rythme plus lent. La balance courante devrait rester excédentaire pendant la période considérée. Sa viabilité dépendra toutefois d'un nouveau redéploiement des ressources vers les secteurs d'exportation.

**Les risques à la baisse
prédominant**

Des retards dans la mise en œuvre des prochaines réformes structurelles prévues par le programme d'ajustement pourraient saper la confiance des investisseurs. Le niveau très élevé de la dette demeure un enjeu majeur. Des lenteurs dans la restructuration des bilans des banques pourraient également freiner la reprise, étant donné l'importance des prêts improductifs. Un ralentissement de la croissance en Europe serait préjudiciable aux exportations et à la croissance. En revanche, l'offre de crédit bancaire pourrait être plus forte que prévu à l'issue du processus de recapitalisation. De même, les résultats à l'exportation pourraient aller au-delà des attentes car il se peut que les gains de compétitivité aient été sous-estimés. Enfin, une mise en œuvre plus rapide que prévu du programme de privatisation serait propice à la croissance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-18-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.